



Annales historiques de la Révolution française

319 | janvier-mars 2000
Varia

L'institut de France

Annie Crépin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/969>
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2000
Pagination : 173-174
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Annie Crépin, « L'institut de France », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 319 | janvier-mars 2000, mis en ligne le 21 avril 2004, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/969>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Tous droits réservés

L'institut de France

Annie Crépin

RÉFÉRENCE

André DAMIEN, *L'Institut de France*, Paris, P.U.F., 1999, Collection Que sais-je?, 126 p.

- 1 Dans l'esprit des volumes de la collection Que-sais-je?, André Damien, lui-même membre de l'Institut, retrace en six chapitres l'histoire de cette institution et en décrit minutieusement l'organisation et les fonctions.
- 2 Si le troisième chapitre traite avec un humour distancié des «us et coutumes académiques» et si le quatrième s'attache à montrer l'originalité de la nature juridique de l'Institut, sans équivalent sur le plan national, les second et sixième chapitres évoquent ses multiples rôles et son rayonnement international souvent méconnus ainsi que ceux des académies qui le composent.
- 3 C'est essentiellement le second chapitre, consacré à l'histoire de l'institution, qui retiendra l'attention de l'historien de la Révolution française. En effet, l'Institut est l'exemple même d'un organisme dont les origines s'enracinent dans l'héritage de la monarchie mais auquel la Révolution imprime une empreinte profonde. Certes, elle commence par supprimer les académies royales selon une visée qui, à suivre l'auteur, est rousseauiste puisqu'elle redoute dans tous les «rassemblements spécialisés» des lieux de corruption de l'individu naturellement bon. Toutefois, dès 1793, la Convention confie à son comité d'instruction publique le soin d'établir un plan d'organisation d'une société destinée à l'avancement des sciences et des arts. L'idée fut reprise dans l'article 298 de la Constitution de l'an III et, dans cet esprit, la Convention adopta le rapport de Daunou créant l'Institut de France. Il est très significatif qu'il dût son existence à une loi qui tendait, en général, à organiser l'instruction publique.
- 4 «Abrégé du monde savant», pour reprendre les termes d'André Damien, reflet d'une époque où s'imposait la sélection par le seul mérite individuel, l'Institut avait pour première fonction de mettre les sciences au service de la République, grâce à la réunion de toutes les classes du savoir dans un seul organe. Le second but qui était proposé à

l'Institut était de former les cadres de la nation. Le rôle des assemblées étant de faire les lois, celui de l'Institut serait de «... conseiller les législateurs, d'éclairer la pensée dans tous les domaines les plus variés» et «... d'être la clé de voûte de l'université française et de l'éducation des Français de tous les âges». Pourtant, malgré les ambitions des Idéologues, le Directoire ne devint pas «la République de l'Institut».

- 5 Mais on peut le considérer comme une refondation napoléonienne car il fut remanié par le premier Consul, lui-même élu en 1797 à la première classe de l'Institut. L'existence de celui-ci fut confirmée par l'article 88 de la Constitution de l'an VIII, qui reprenait les termes de la Constitution de l'an III et surtout, le 3 pluviôse an XI, Bonaparte officialisa quatre classes au sein de l'Institut, chacune correspondant de fait aux académies supprimées par la Révolution. Le premier Consul voulait les ressusciter mais dans le cadre d'une institution nouvelle et dans un esprit nouveau qui n'était cependant plus celui des temps révolutionnaires puisqu'il supprima la classe des sciences morales et politiques, haut-lieu du débat pour les Idéologues.
- 6 Il appartiendrait à Guizot de reconstituer cette classe: en effet, les monarchies censitaires, notamment la Restauration, maintinrent l'Institut, même si Louis XVIII redonna aux académies leur nom et leur autonomie. Mais l'autonomie n'était pas l'indépendance et les académies n'avaient d'existence qu'au sein de l'Institut.
- 7 L'auteur insiste donc – c'est l'idée essentielle de son ouvrage – sur la continuité dans l'évolution de l'Institut, création du droit constitutionnel français, qui a perduré comme parlement des savants bien après l'abrogation de la Constitution de l'an III.